



Message 2022-DEE-9

15 février 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif au financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur et au financement des mesures concernant les manifestations publiques (parapluie de protection)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif au financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur et au financement des mesures concernant les manifestations publiques (parapluie de protection), en référence à l'art. 6 de la loi approuvant les mesures urgentes du Conseil d'Etat visant à surmonter l'épidémie de Covid-19.

Le présent message s'articule comme suit:

1. Historique des aides	1
1.1. Contexte	1
1.2. Adoption des mesures d'aide aux loyers, à la gastronomie et aux cas de rigueur	2
1.3. Ouverture d'une «procédure allégée» et fusion des mesures préexistantes	3
1.4. Octroi du parapluie de protection pour les grandes manifestations	4
2. Etat des lieux des aides allouées au titre des cas de rigueur pour 04.2020–06.2021	4
2.1. Demandes déposées	4
2.2. Montants décaissés et estimation des montants restants	5
2.3. Charge financière nette pour l'Etat de Fribourg	5
2.4. Utilisation de la réserve du Conseil fédéral et refinancement des autres aides	5
2.5. Répartition des aides selon les secteurs d'activité	6
3. Prolongation des aides pour les cas de rigueur 12.2021–06.2022	7
3.1. Modalités des aides prévues selon cadre légal fédéral	7
3.2. Estimation du cercle des bénéficiaires	7
3.3. Estimation de la charge financière pour l'Etat de Fribourg	7
4. Prolongation du parapluie de protection 05.–12.2022	7
4.1. Cadre légal fédéral	7
4.2. Estimation des engagements pour l'Etat de Fribourg	8
5. Conclusions	8

1. Historique des aides

1.1. Contexte

En été 2020, dans le cadre des travaux sur l'avant-projet de loi sur les cautionnements solidaires Covid-19, le Conseil fédéral charge les offices fédéraux (SECO, OFC et OFAG) de déterminer le périmètre des «cas de rigueur» susceptibles de

répondre à une série de critères déterminants¹ et qui pourraient justifier l'établissement d'un projet de loi d'aide fédérale *ad hoc*. Les manifestations de plus de 1000 personnes sont alors interdites, impliquant l'annulation de plusieurs événements prévus sur le reste de l'année, les organisateurs ayant renoncé à engager des coûts en l'absence de garantie financière. Le tourisme d'affaires et de loisirs souffre égale-

¹ Ne pas pouvoir pleinement bénéficier de mesures existantes du Conseil fédéral, être sous une interdiction d'exercice de la profession, ne pas connaître de difficultés économiques préalables, connaître une structure de coûts particulièrement disproportionnée, réaliser une partie substantielle de son chiffre d'affaires entre mars et juin, ne pas pouvoir redémarrer rapidement son activité, être d'importance nationale.

ment de la baisse de la demande au niveau international. À la suite du sondage mené dans les différents cantons et face à l'hétérogénéité des situations, le Conseil fédéral juge alors, en sa séance du 26 août 2020, qu'il n'y a pas de nécessité d'agir au niveau fédéral.

A la **session d'automne 2020**, les **Chambres fédérales** introduisent finalement à l'**article 12 Loi COVID-19** la possibilité pour la Confédération, dans des cas de rigueur, à la demande d'un ou de plusieurs cantons, de soutenir financièrement les entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de COVID-19 en raison de la nature même de leur activité économique, en particulier les entreprises actives dans la chaîne de création de valeur du secteur événementiel, les forains, les prestataires du secteur des voyages ainsi que les entreprises touristiques, pour autant que les cantons participent pour moitié au financement.

La loi COVID-19 prévoit alors, dès son entrée en vigueur le 25 septembre 2020, qu'un cas de rigueur existe si le **chiffre d'affaires annuel est inférieur à 60% de la moyenne pluriannuelle**, que la situation patrimoniale et la dotation en capital globales doivent être prises en considération, que le soutien n'est accordé que si les entreprises étaient rentables ou viables avant le début de la crise du COVID-19 et à condition qu'elles n'aient pas déjà bénéficié d'autres soutiens financiers de la Confédération à l'exclusion des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail, des allocations pour perte de gains et des crédits selon l'ordonnance sur les cautionnements solidaires liés au COVID-19 du 25 mars 2020. Elle permet d'octroyer des **contributions à fonds perdu** aux entreprises concernées.

Un **groupe de travail** est alors institué, auquel participe la Direction de l'économie et de l'emploi, qui comprend une délégation des Conférences des directeurs cantonaux de l'économie publique et des directeurs cantonaux des finances (FR, VS, BS, GE, SG, ZG, ZH) ainsi que des représentants des offices fédéraux (SECO et Administration fédérale des finances), chargé de régler les conditions de participation de la Confédération aux mesures cantonales dans le cadre du projet d'ordonnance fédérale.

Au niveau cantonal, pour faire face à la dégradation de la situation sanitaire, le Conseil d'Etat fribourgeois ordonne le 17 juillet 2020 la limitation des rassemblements à 300 personnes. Sous la pression des milieux de l'événementiel et des discothèques, mais également de certains secteurs dont la reprise est difficile (gastronomie, voyage, transport de personnes, etc.), une première évaluation des besoins d'aide pour les entreprises les plus significativement impactées par l'épidémie de Covid-19 est menée. Une **taskforce cantonale** regroupant des représentants de quatre directions (DEE, DFIN, DICS et DIAF) est instituée afin de déterminer les premiers critères d'éligibilité aux aides en question.

Dans son message du 1^{er} septembre 2020 accompagnant le projet de **loi approuvant les mesures urgentes du Conseil d'Etat** visant à surmonter l'épidémie de Covid-19, le Conseil d'Etat indique souhaiter «garder un certain montant à disposition afin de pouvoir accorder rapidement un soutien approprié aux «cas de rigueur» qui pourraient se présenter. Par «cas de rigueur», il entend essentiellement des entreprises présentant des caractéristiques telles qu'elles n'ont pas ou que faiblement pu bénéficier des mesures d'aide mises en place jusqu'ici aux niveaux fédéral et cantonal. Font également partie des entreprises ciblées celles qui pourraient être préjudiciées par une prolongation ou un renforcement de certaines normes sanitaires, dans le domaine de l'événementiel par exemple.».

Le 13 octobre 2020, le législatif fribourgeois ajoute aux mesures soutenant la relance des manifestations touristiques et le commerce local, dans le cadre du **Décret relatif au plan cantonal de relance** en vue de contrer les effets de la crise sanitaire et économique due au coronavirus dans le canton de Fribourg, sur proposition de la Commission des finances et de gestion du Grand Conseil, un montant de **3 millions de francs à la faveur des bars, discothèques et restaurants**.

Le 14 octobre 2020, le législatif fribourgeois autorise le Conseil d'Etat, à l'**article 6 de la Loi d'approbation des mesures urgentes**, à décider de **mesures complémentaires pour les cas de rigueur** s'il subsiste des montants non utilisés provenant des mesures d'urgence abrogées. Il porte le montant maximal, sur proposition de la Commission de finances et de gestion, à **15 millions de francs**.

1.2. Adoption des mesures d'aide aux loyers, à la gastronomie et aux cas de rigueur

Face à la dégradation de la situation sanitaire, le Conseil d'Etat **décète le 30 octobre 2020, la situation extraordinaire**, conformément à l'art. 117 de la Constitution fribourgeoise. Il ordonne dans la foulée la **fermeture** des établissements publics tels que cafés, restaurants, bars et discothèques, mais aussi des installations et établissements de divertissements et de loisirs tels que théâtres, musées, bowlings et cinémas, ou encore des clubs et espaces de bien-être comme les piscines, bains thermaux, fitness ou wellness. Le Conseil fédéral interdit dès le 29 octobre 2020 les **manifestations publiques de plus de 50 personnes**.

Dans le même temps, le Conseil d'Etat décide, **sur la base de l'art. 117 Cst, de deux mesures d'urgence à fonds perdu**, l'une destinée à **la prise en charge du loyer ou des intérêts hypothécaires des établissements contraints à la fermeture** au prorata de la durée de fermeture, **l'autre à caractère social pour les employés**, permettant de compenser 10 des 20% non-indemnisés lors du recours aux indemnités pour réduction d'horaire de travail (RHT). Le coût des mesures est

alors estimé à 8 millions de francs. Les ordonnances OMAF Covid-19 et OMAE Covid-19¹ entrent ainsi en vigueur le 16 novembre 2020.

Le Conseil d'Etat adopte le 16 novembre également l'**ordonnance régissant le soutien aux cas de rigueur OMECR Covid-19** en application de l'art. 6 de la loi d'approbation. L'ordonnance fédérale n'est alors pas encore promulguée, mais l'ordonnance cantonale répond aux exigences de l'art. 12 de la loi Covid-19 permettant le refinancement fédéral. L'ordonnance cantonale prévoit alors une **couverture des charges au prorata de la perte de chiffres d'affaires, sur une base trimestrielle** à partir du 2^e trimestre 2020. Les demandes peuvent être déposées immédiatement. Les dossiers seront traités par des fiduciaires. Pour répondre aux besoins de liquidités dans le secteur de la gastronomie, le Conseil d'Etat adopte en outre le 24 novembre 2020, initialement en exécution du plan de relance, **une mesure pour le secteur de la gastronomie, bars et discothèques**, couvrant 9% des pertes de chiffres d'affaires des établissements concernés, sur une base mensuelle, en comparaison à 2019 (OPCR-Gastro Covid-19). Les demandes pourront être déposées dès le début du mois de janvier 2021.

Au niveau fédéral, le Conseil fédéral adopte l'ordonnance sur les cas de rigueur Covid-19 le 25 novembre 2020. Le 18 décembre 2020, il modifie l'ordonnance et concrétise ainsi les modifications apportées à la loi Covid-19 par le Parlement fédéral (chiffres d'affaires minimum de 50 000 francs; autorisation du double subventionnement dès lors que les secteurs d'activité sont distincts; obligation de prendre en compte les coûts fixes, interdiction de décider de verser des dividendes, convention à conclure avec le SECO). Il charge le Département fédéral des finances d'examiner, dans le cadre du groupe de travail, s'il y a lieu d'assouplir les conditions d'éligibilité, compte tenu des fermetures imposées dans certains cantons.

Le 22 décembre 2020, le Conseil fédéral ordonne la **fermeture des restaurants, établissements culturels et sportifs ainsi que les lieux de loisirs**. Des allègements sont possibles dans les cantons où la situation épidémiologique est favorable. A Fribourg, les établissements publics qui avaient pu rouvrir le 10 décembre, ainsi que les établissements sportifs et de loisirs qui avaient pu rouvrir le 18 décembre, sont à nouveaux **fermés à partir du 26 décembre 2020**. Le Conseil d'Etat prolonge alors la **durée du soutien** prévue dans les ordonnances OMAF et OPCR-Gastro.

Le 13 janvier 2021, le Conseil fédéral prolonge les mesures adoptées en décembre et ordonne la **fermeture des magasins** de biens non essentiels à compter du **18 janvier 2021**, pour une durée de cinq semaines. Dans le même temps, il

assouplit les conditions d'accès à l'aide aux cas de rigueur. En particulier, les **entreprises fermées sur autorité cantonale pendant au moins 40 jours** à compter du 1^{er} novembre 2020 sont considérées comme cas de rigueur sans devoir justifier de pertes de chiffre d'affaires. Pour les autres, les pertes de chiffre d'affaires subies en 2021 peuvent être prise en compte dans le calcul du recul du chiffre d'affaires.

1.3. Ouverture d'une «procédure allégée» et fusion des mesures préexistantes

L'ordonnance cantonale OMECR Covid-19 sera adaptée à chaque modification du droit fédéral. Elle est ainsi modifiée le 12 février 2021 et distingue désormais **deux procédures**, l'une «**ordinaire**» pour les entreprises pouvant justifier d'un recul de chiffre d'affaires de 40% au moins selon les modalités définies plus haut, et l'autre «**allégée**» pour les entreprises ayant été obligatoirement fermées 40 jours civils. Pour ces dernières, l'aide est constituée, pour la période de fermeture, **du loyer et d'une indemnisation forfaitaire de la perte de chiffre d'affaires en fonction du secteur d'activité** (20% pour la gastronomie, 15% pour le secteur des sports et loisirs, 7,5% pour les commerces², 10% pour les autres secteurs). Les demandes en procédure allégée sont ouvertes dès le 15 février 2021. Des acomptes sur la base du loyer majoré sont alors délivrables immédiatement. Afin d'éviter tout risque de surindemnisation, l'ordonnance fédérale prévoit, en sus du plafond de 20% du chiffre d'affaires annuel moyen fixé par le droit fédéral, que le montant de l'aide ne peut pas dépasser la perte réelle pour la période correspondant à l'aide (art. 15 al. 1b OMECR). **Les montants reçus via l'aide aux loyers (OMAF) ou l'aide à la gastronomie (OPCR-Gastro)** sont désormais considérés comme **acomptes** de l'aide aux cas de rigueur et comptabilisés dans le total de l'aide. Les deux ordonnances en question sont ainsi **abrogées** avec effet au 1^{er} février 2021.

Le 17 février 2021, le Conseil fédéral relève l'aide globale aux cas de rigueur à 10 milliards de francs et fixe son taux de participation à 70% pour les aides aux entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 5 millions de francs, et à 100% pour les autres aides, dont elle fixe désormais les règles de calcul et de remboursement. En mars 2021, le Parlement fédéral décide d'élargir l'aide aux cas de rigueur aux entreprises créées entre le 1^{er} mars et le 1^{er} octobre 2020.

L'aide en **procédure allégée couvrira la période de fermeture**. Les mesures seront levées progressivement selon les secteurs, à partir du 1^{er} mars 2021 pour les commerces, du 19 avril 2021 pour les établissements sportifs et de loisirs, du 31 mai 2021 pour les restaurants et espaces de bien-être, et enfin du 26 juin 2021 pour les discothèques. L'aide en **procédure ordinaire** sera prolongée de manière à couvrir au maxi-

¹ L'ordonnance OMAE Covid-19 sera abrogée avec effet rétroactif au 1^{er} décembre 2021, suite aux mesures prises dans le domaine des indemnités RHT par le Conseil fédéral le 18 décembre 2021.

² Sera relevé à 10%.

mum cinq trimestres, soit du **1^{er} avril 2020 au 30 juin 2021**. Un système de bascule de la procédure allégée vers la procédure ordinaire est possible si une entreprise estime qu'il subsiste une part importante de coûts fixes non couverts.

Le 18 juin 2021, le Conseil fédéral relève le **plafond** de l'aide à 30% pour les entreprises pouvant justifier un recul de chiffre d'affaires de plus de 70%. En outre, il libère une première tranche de 300 millions de francs de sa **réserve** de 1 milliard, dont les cantons peuvent disposer pour des cas d'importance cantonale et qui auraient déjà atteint le plafond de l'aide, ainsi que pour refinancer les aides cantonales mises en place avant l'entrée en vigueur de la loi Covid le 25 septembre 2020. Une deuxième tranche de 200 millions sera mise à disposition à partir du 1^{er} décembre 2021.

Un **contrat avec le SECO** formalise l'utilisation de la réserve qui permet ainsi au canton de Fribourg d'utiliser sa part (2,88%) pour les cas exceptionnels traités selon l'art. 16a OMECR Covid-19 ou pour le **refinancement des aides cantonales prises au printemps 2020** (soutien aux baux commerciaux selon l'OMEB Covid-19 et aide au tourisme selon l'ordonnance MET Covid-19) et versés à des entreprises répondant aux critères fédéraux des cas de rigueur.

Compte tenu du versement de l'aide OPCR-Gastro dans le système des cas de rigueur, au bénéfice d'un refinancement fédéral, le Conseil d'Etat débloquera, **en octobre 2021, 3 millions de francs** pour une nouvelle mesure de relance dévolue aux restaurants, bars et discothèque, qui permettra le financement de l'opération **restÔbistro** par le biais de la plateforme Kariyon, ouverte depuis le 22 octobre 2021.

1.4. Octroi du parapluie de protection pour les grandes manifestations

Le 19 mars 2021, les Chambres fédérales modifient la loi COVID-19 en introduisant **un nouvel art. 11a**, qui prévoit des mesures dans le domaine des manifestations publiques. La Confédération peut ainsi prendre en charge, sous la forme d'un dispositif de protection en faveur du secteur de l'événementiel («parapluie de protection»), une partie des coûts non couverts des entreprises qui organisent des manifestations.

Les jauges concernant les manifestations seront levées progressivement. Dès le 26 juin 2021, les manifestations de plus de 1000 personnes sont autorisées dès lors qu'un certificat est obligatoire

Dans l'intervalle, **afin de donner des perspectives au secteur de l'événementiel** et de fournir aux cantons les outils pour délivrer les autorisations correspondantes **l'ordonnance fédérale** sur les mesures concernant les manifestations publiques d'importance supracantonale en lien avec l'épidémie de COVID-19 entre en force le **26 mai 2021**.

Le même jour, sous couvert de **l'art. 117 Cst**, le Conseil d'Etat adopte son **ordonnance cantonale** (OMMP Covid-19), en application du droit fédéral. Elle prévoit la participation du canton à la garantie, à part égale avec la Confédération, en cas d'annulation de la manifestation aux conditions prévues par le droit fédéral.

Pour toucher l'aide, l'organisateur doit obtenir du canton l'autorisation d'organiser sa manifestation et la garantie qu'il bénéficiera de cette couverture financière. La manifestation doit s'adresser à un **public supracantonale** et prévoir la participation **d'au moins 1000 personnes par jour**. Pour chaque manifestation concernée, l'organisateur doit assumer une franchise sur le découvert et une quote-part de 10% sur le montant restant. Si le **canton prend en charge la moitié du découvert**, la Confédération paie l'autre moitié. La prise en charge des coûts par la Confédération et les cantons est plafonnée à 5 millions de francs par manifestation.

L'ordonnance fédérale couvre les manifestations ayant lieu **jusqu'en avril 2022**. Les demandes de garantie peuvent être déposées jusqu'au 28 février 2022. A ce jour, le Conseil d'Etat a rendu une seule décision d'octroi de la garantie financière, pour laquelle l'aide n'a pas été due, la manifestation ayant pu avoir lieu.

2. Etat des lieux des aides allouées au titre des cas de rigueur pour 04.2020–06.2021

2.1. Demandes déposées

Sur le plan cantonal, au 31 janvier 2022, **1500 demandes ont été déposées, dont 1133 ont donné lieu à une aide**. 611 demandes ont été déposées en procédure ordinaire¹ (baisse de chiffre d'affaires de plus de 40%) 889 en procédure allégée (fermeture imposée d'au moins 40 jours). Le tableau ci-dessous détaille l'état des demandes par procédure.

Tableau 1: Etat des demandes cas de rigueur au 31.01.2022

	Procédure ordinaire	Procédure allégée	Total
Demandes déposées	611	889	1500
Traitées	604	889	1493
Aide versée	419	758	1133
Non éligible ou aide à 0.–	185	131	316
En attente	7	0	7

¹ Parmi lesquelles 13 demandes de reconsidération dans le cadre d'une bascule de la procédure allégée vers la procédure ordinaire, dont 12 n'ont donné lieu à aucun paiement complémentaire.

2.2. Montants décaissés et estimation des montants restants

A ce jour,

- > 39,440 millions de CHF ont été décaissés ou validés pour les montants versés au titre de soutien au cas de rigueur en procédure ordinaire (OMECCR Covid-19), auxquels s'ajoutent des frais de traitement de 1,363 millions de CHF;
- > 41,966 millions CHF ont été décaissés au titre de soutien au cas de rigueur en procédure allégée (OMECCR Covid-19) auxquels s'ajoutent des frais de traitement de 938 000 CHF.
- > 8,711 millions de CHF ont été versés au titre de soutien aux loyers pour la deuxième vague (OMAF Covid-19);
- > 6,352 millions de CHF ont été versés au titre de soutien aux établissements publics pour la deuxième vague (OPCR-Gastro Covid-19);

Le total décaissé pour les cas de rigueur s'élève donc à 98 770 458 CHF dont 20 562 481 CHF pour des entreprises réalisant un chiffre d'affaires moyen de plus de 5 millions CHF (refinancement fédéral à 100%) et 2 301 202 CHF pour les frais de fonctionnement (à charge du canton)

Sur la base de l'état d'avancement actuel et des dépenses à venir (7 dossiers encore en attente), le **total estimé s'élève donc à 99 230 286 CHF**.

Tableau 2: Cas de rigueur – vue synthétique des dépenses effectives et estimation finale

	Dépenses effectives (31.01.2022)	Estimation finale
OMECCR		
Procédure ordinaire	39 440 175	39 900 000
Procédure allégée	41 966 081	41 966 081
Frais de fonctionnement	2 301 202	2 301 202
OPCR-Gastro	6 352 000	6 352 000
OMAF	8 711 000	8 711 000
Total	98 770 458	99 230 286

2.3. Charge financière nette pour l'Etat de Fribourg

Pour rappel:

- > Les aides aux petites et moyennes entreprises (chiffre d'affaires inférieur ou égal à 5 millions de CHF) sont financées à 30% par le canton, respectivement 70% par la Confédération;

- > Les aides aux grandes entreprises (chiffres d'affaires supérieur à 5 millions de CHF) sont financées à 100% par la Confédération;
- > Les frais de fonctionnement sont entièrement à la charge du canton;

Les aides versées au titre de soutien aux loyers pour la deuxième vague (OMAF Covid-19) et de soutien aux établissements publics pour la deuxième vague (OPCR-Gastro) peuvent être reportées auprès de la Confédération pour autant que les bénéficiaires remplissent les conditions d'octroi aux cas de rigueur (donc uniquement pour ces bénéficiaires ayant ensuite déposé une demande selon l'ordonnance OMECCR), ce qui est le cas d'une majorité d'entre eux. Les estimations ci-après sont basées sur le reporting au 31 janvier 2022, mais seul le reporting final permettra de déterminer le montant final à charge du canton pour ces aides.

La charge de 99,230 millions de CHF devrait être répartie de la manière suivante:

- > **71,725 millions de CHF** à charge de la **Confédération** (100% des cas > 5 mio et 70% des cas < 5 mio, y.c. part OMAF/OPCR-Gastro selon reporting actuel)
- > **27,505 millions de CHF** à charge du **canton** (30% des cas < 5 mio, y.c. part OMAF/OPCR-Gastro selon reporting actuel + frais de traitement).

Ces estimations n'incluent pas à ce stade l'utilisation de la réserve du Conseil fédéral ni les autres aides reportables.

Tableau 3: Cas de rigueur: estimation de la répartition des montants, en KCHF

	A charge du canton	A charge de la Confédération	Total
OMECCR	20 691	63 473	84 167
Procédure ordinaire	8 160	31 740	39 900
Procédure allégée	10 231	31 733	41 966
Frais de fonctionnement	2 301	0	2 301
OPCR	2 379	3 973	6 352
OMAF	4 435	4 296	8 711
Total	27 505	71 725	99 230

2.4. Utilisation de la réserve du Conseil fédéral et refinancement des autres aides

Le canton de Fribourg a mis en œuvre, dès le printemps 2020, de nombreuses mesures de soutien pour contrer les effets du premier confinement. Comme décrit plus haut au point 1.1., il a également mis en place, à l'automne 2020, toute une série de mesures destinées à couvrir une partie des charges des entreprises impactées par les nouvelles fermetures imposées, ceci avant même que la Confédération n'édicte les premières

règles liées aux cas de rigueur. Aussi, des démarches auprès de la Confédération ont été entreprises afin que ces aides puissent être en partie refinancées par la Confédération, pour autant que les bénéficiaires respectent les conditions d'éligibilité fédérales aux aides pour les cas de rigueur.

Ainsi, la réserve du Conseil fédéral devrait couvrir intégralement les aides aux baux commerciaux et le soutien au tourisme alloués lors de la première vague au printemps 2020 aux entreprises considérées comme cas de rigueur, pour autant qu'elles ne restituent pas l'aide perçue au titre de cas de rigueur afin de se délier des restrictions d'utilisation. Également couverts par la réserve du Conseil fédéral sont les éventuels dépassements des plafonds fédéraux en application de l'art. 16a OMECR (exception pour les cas d'importance cantonale) ou si la somme de toutes les aides entrant dans le calcul de l'aide aux cas de rigueur dépasse ces plafonds. En effet, pour les entreprises considérées comme cas de rigueur,

les aides versées au titre de compléments pour les dirigeants et pour les employés sont également facturables dans la mesure où elles sont prises en considération dans le calcul de l'aide en procédure ordinaire et constituent également une couverture des charges.

Les montants reportés sur la **réserve** du Conseil fédéral représentent, au 31 janvier 2022, **3 600 695 CHF**. Il subsiste donc un solde de 5 059 305 CHF sur la première tranche de la réserve à disposition du canton.

Il existe un décalage temporel entre les décaissements et le reporting des aides auprès de la Confédération, le reporting étant exigé une fois par mois en 2021, puis une fois par trimestre en 2022.

Le **total des aides reportées** s'élève au 31 janvier 2022 à **94 248 852 CHF**.

Tableau 4: Récapitulation des autres aides reportables au titre des cas de rigueur, en KCHF

Mesure	Montant décaissé	Refinancement fédéral estimé
Soutien aux baux commerciaux, première vague (OMEB Covid-19)	4 882	1 759
Soutien au tourisme (MET Covid-19)	3 996	1 386
Compléments pour les dirigeants (LMEI)	3 572	584
Complément RHT (OMAE Covid-19)	1 019	505
Total, en KCHF	13 466	4 234

2.5. Répartition des aides selon les secteurs d'activité

Le reporting permet d'estimer la répartition des aides par secteur d'activité en fonction la classification NOGA (code

à deux chiffres). Le tableau suivant offre une comparaison entre la moyenne suisse, selon les chiffres disponibles sur easygov.ch, et le canton (état au 21 décembre 2021), hors utilisation de la réserve du Conseil fédéral.

Tableau 5: Principaux bénéficiaires des aides reportées

en% du volume des contributions à fonds perdus	CH	FR
Restauration	32,5%	47,5%
Hébergement	17,4%	9,2%
Agences de voyages, voyagistes et activités connexes	7,3%	8,8%
Commerce de détail	9,3%	5,4%
Activités sportives, récréatives et de loisirs	4,5%	7,9%
Transports terrestre et transport par conduite	3,3%	1,6%
Commerce de gros	3%	2,5%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	2,4%	0,3%
Industrie alimentaire	1,8%	1,4%
Enseignement (dont activités sportives)	1,4%	1,2%
Autres services personnels (dont bains, SPA)	1,2%	1,6%

3. Prolongation des aides pour les cas de rigueur 12.2021–06.2022

3.1. Modalités des aides prévues selon cadre légal fédéral

Lors de la session d'hiver 2021, les Chambres fédérales ont décidé de **prolonger les aides pour les cas de rigueur en 2022**. Pour y donner suite, le Conseil fédéral adopte le 2 février 2022 **une nouvelle ordonnance cas de rigueur 2022 (OMCR 22)**, qui entrera en force le 8 février 2022. Celle-ci prévoit la **couverture d'une partie des charges non couvertes ayant un impact direct sur les liquidités**, pour les mois de janvier à juin 2022 au plus tard, et reprend les critères d'éligibilité de l'ordonnance fédérale précédente (OMCR 20). Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 5 millions de CHF, donc entièrement à charge de la Confédération, doivent présenter une autodéclaration contraignante attestant que toutes les mesures d'autofinancement raisonnablement exigibles ont été prises à compter du 1^{er} janvier 2021, en particulier celles qui garantissent la protection des liquidités et de la base de capital.

L'aide pour janvier à juin est plafonnée à 9% du chiffre d'affaires moyen de référence. Ce plafond pourra être relevé pour les grandes entreprises si elles peuvent justifier, sur le premier semestre 2022, un recul de chiffre d'affaires de plus de 30% en comparaison au premier semestre moyen des années 2018/2019 ou une injection de capital propre.

Malgré les souhaits exprimés par de nombreux cantons de prévoir la rétroactivité de l'aide, de manière à pouvoir couvrir de manière uniforme la cinquième vague, **le Conseil fédéral limite la couverture de l'aide au premier semestre 2022**. En effet, l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur précédente permet déjà de refinancer les aides cantonales, selon les modalités propres mises en place par les cantons et pour autant qu'elles respectent les critères fédéraux précédents, également pour la deuxième partie de l'année 2021. Pour les entreprises ayant déjà atteint le plafond de l'aide en 2021, l'utilisation de la réserve du Conseil fédéral reste possible, moyennant un avenant au contrat avec le SECO.

3.2. Estimation du cercle des bénéficiaires

Le Conseil d'Etat a d'ores et déjà validé le principe d'une **prolongation de l'aide à compter de décembre 2021**. Pour faciliter et accélérer les procédures, l'aide pour décembre 2021 sera intégrée dans une modification de l'ordonnance OMECR Covid-19. S'il y a lieu de prévoir également une prolongation de l'aide pour 2022, en fonction de l'évolution de la situation sur le plan sanitaire, les modalités de l'aide seront alors reprises de l'ordonnance fédérale et feront l'objet d'une nouvelle ordonnance cantonale.

Compte tenu des aides déjà allouées jusqu'à présent, les entreprises déjà considérées comme cas de rigueur en 2021 et pouvant encore faire état d'importants coûts non couverts devraient être essentiellement des entreprises du domaine de la **restauration, de l'hébergement, du sport et des loisirs**, et, dans une moindre mesure, du domaine des **voyagistes et du transport de personnes**.

Selon une estimation basée sur les chiffres 2021, le **nombre de cas ne devrait pas dépasser 700**.

3.3. Estimation de la charge financière pour l'Etat de Fribourg

La Confédération estime à 1.1 milliard de CHF les montants nécessaires à la prolongation des mesures, hors frais de traitement. Pour le canton de Fribourg, qui représente environ 2% du total de l'aide à fonds perdus allouée jusqu'à présent, et compte tenu de la forte représentativité de la restauration dans le total de l'aide, **le montant total nécessaire ne devrait pas dépasser 25 millions de CHF, part fédérale et cantonale comprise**, auxquels devraient s'ajouter les **frais de traitement, de 2,3% en moyenne**. Ceux-ci dépendront du degré de complexité de l'examen des demandes. A ce stade, la soustraction avec des fiduciaires n'est pas exclue. Ces estimations tablent sur une amélioration de la situation épidémiologique et sur une levée rapide des restrictions sanitaires.

Aussi, la charge financière nette pour le canton ne devrait pas excéder 8,075 millions de francs soit 30% (part cantonale) + 2,3% (frais de traitement) de 25 millions CHF. En prenant en compte une marge d'erreur d'environ 10%, **un crédit d'engagement de 9 millions de CHF est ainsi demandé pour faire face aux dépenses cas de rigueur liées à la cinquième vague**.

4. Prolongation du parapluie de protection 05.–12.2022

4.1. Cadre légal fédéral

Lors de la session d'hiver 2021, les Chambres fédérales ont décidé de **prolonger le «parapluie de protection» pour les grandes manifestations jusqu'à la fin de l'année 2022**. Pour y donner suite, le Conseil fédéral adoptera en avril 2022 **une nouvelle ordonnance** afin d'offrir une garantie pour les manifestations à compter du 1^{er} mai 2022, selon des modalités adaptées au contexte évolutif. Celles-ci devraient régler en particulier les conséquences de la règle «2G» sur le parapluie de protection. Le dispositif cantonal sera également adapté. Dans l'intervalle, et sous réserve de l'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance fédérale, les demandes de garanties peuvent déjà être déposées.

4.2. Estimation des engagements pour l'Etat de Fribourg

Pour le canton de Fribourg, les manifestations pour lesquelles une demande de garantie pourrait encore être déposée sous l'ordonnance en vigueur et sous la nouvelle ordonnance concernent essentiellement les manifestations prévues à Espace Gruyère (dont Energissima, du 28 avril au 1^{er} mai 2022; Aqua Pro, du 8 au 10 juin 2022, Goûts et Terroirs, du 30 novembre au 4 décembre 2022), ainsi qu'à Forum Fribourg (dont Swiss Cyber Security Days, du 6 au 7 avril 2022; La Night le 30 avril 2022; Fribourg Tattoo Convention, du 6 au 8 mai 2022; Badaboom Festival, du 7 au 8 octobre 2022; Retrotechnica, du 22 au 23 octobre 2022; Celebration One le 5 novembre 2022, Salon du mieux-vivre du 11 au 13 novembre 2022; la Brocante de Fribourg, du 19 au 20 novembre 2022), ainsi que le Swiss Fondue Festival (du 17 au 20 novembre 2022).

Pour les événements susceptibles d'obtenir ce soutien, la garantie ne devrait pas excéder 500 000 CHF par événement, dès lors, l'engagement financier nécessaire au canton pour une éventuelle activation de la garantie financière (à part égale avec la Confédération) ne devrait pas excéder **6 millions de CHF, dont la moitié (3 millions CHF) à charge du canton.**

5. Conclusions

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil d'accepter le présent message, par conséquent de:

- > autoriser **une dépense brute de 25 millions de CHF** pour l'indemnisation des **cas de rigueur** liés à la cinquième vague de l'épidémie de COVID-19 sur la base des participations fédérales attendues selon les ordonnances fédérales en vigueur, respectivement l'octroi **de garanties financières jusqu'à un montant de 6 millions** pour le prolongement sur 2022 du **parapluie de protection.**
- > ouvrir un **crédit d'engagement de 12 millions de CHF**, qui sera utilisé à raison de:
- > 9 millions CHF pour la contribution cantonale aux aides à fonds perdus en faveur des cas de rigueur mentionnées ci-dessus;
- > 3 millions CHF pour la contribution cantonale à l'octroi de garanties financières liées au parapluie de protection mentionnées ci-dessus.



Botschaft 2022-DEE-9

15. Februar 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle und von Massnahmen für Publikumsanlässe (Schutzschirm)

Wir unterbreiten Ihnen einen Dekretsentwurf über die Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle und von Massnahmen für Publikumsanlässe (Schutzschirm) gestützt auf Artikel 6 des Gesetzes vom 14. Oktober 2020 zur Genehmigung der Sofortmassnahmen des Staatsrats zur Bewältigung der COVID-19-Epidemie.

Die Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

1. Die bisherige Unterstützung im Rückblick	9
1.1. Hintergrund	9
1.2. Beiträge an die Mietzinsen, für die Gastronomie und für Härtefälle	10
1.3. Einführung eines «erleichterten Verfahrens» und Zusammenzug der bestehenden Massnahmen	11
1.4. Schutzschirm für grosse Publikumsanlässe	12
2. Stand der Härtefallhilfen für den Zeitraum 04.2020–06.2021	12
2.1. Eingereichte Gesuche	12
2.2. Ausgezahlte Beträge und Schätzung der verbleibenden Beträge	13
2.3. Nettofinanzaufwand des Staats Freiburg	13
2.4. Bundesratsreserve und Refinanzierung anderer Beiträge	14
2.5. Beiträge nach Wirtschaftszweig	14
3. Verlängerung der Härtefallhilfe 12.2021–06.2022	15
3.1. Modalitäten der Härtefallhilfe nach Bundesrecht	15
3.2. Schätzung des Empfängerkreises	15
3.3. Schätzung des Finanzaufwands für den Staat Freiburg	15
4. Verlängerung des Schutzschirms 05.2022–12.2022	16
4.1. Gesetzlicher Rahmen des Bundes	16
4.2. Schätzung der finanziellen Verpflichtungen des Staats Freiburg	16
5. Schluss	16

1. Die bisherige Unterstützung im Rückblick

1.1. Hintergrund

Im Rahmen der Arbeiten am Vorentwurf des Covid-19-Solidarbürgschaftsgesetzes erteilte der Bundesrat **im Sommer 2020** den Bundesämtern (SECO, BAK und BLW) den Auftrag, den Kreis der Härtefälle festzulegen, die bestimmte Kriterien¹ erfüllen und die Ausarbeitung eines Bundesgesetzes

für Härtefälle rechtfertigen würden. Zu diesem Zeitpunkt waren Publikumsanlässe mit über 1000 Personen verboten. Dies hatte zur Folge, dass mehrere in der zweiten Jahreshälfte geplante Veranstaltungen abgesagt wurden, da die Veranstalter nicht bereit waren, die Kosten ohne finanzielle Absicherung zu tragen. Auch der Geschäfts- und Freizeittourismus litt unter der landesweit gesunkenen Nachfrage. Die Umfrage bei den Kantonen ergab ein sehr heterogenes Bild, so dass der Bundesrat an seiner Sitzung vom 26. August 2020 beschloss, nichts auf Bundesebene zu unternehmen.

An der Herbstsession 2020 schufen die eidgenössischen Räte mit Artikel 12 des Covid-19-Gesetzes die Grundlage für die Beteiligung des Bundes an kantonalen Unterstützungsmass-

¹ Zu erfüllende Kriterien: nicht voll von den bestehenden Massnahmen des Bundesrats profitieren können, seinen Beruf nicht ausüben dürfen, nicht schon vorher finanzielle Schwierigkeiten gehabt haben, eine besonders unausgeglichene Kostenstruktur aufweisen, einen Grossteil des Umsatzes zwischen März und Juni erzielen, die Tätigkeit nicht schnell wieder hochfahren können, von nationaler Bedeutung sein.

nahmen für Härtefälle. Der Artikel ermöglicht es dem Bund, auf Antrag eines oder mehrerer Kantone die Unternehmen, die aufgrund der Natur ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit von den Folgen von Covid-19 besonders betroffen sind, insbesondere Unternehmen in der Wertschöpfungskette der Eventbranche, Schausteller, Dienstleister der Reisebranche sowie touristische Betriebe, in Härtefällen finanziell zu unterstützen, sofern sich die Kantone zur Hälfte an der Finanzierung beteiligen.

Gemäss dem Covid-19-Gesetz, das am 25. September 2020 in Kraft getreten ist, liegt ein Härtefall vor, wenn der Jahresumsatz unter 60 Prozent des mehrjährigen Durchschnitts liegt. Es schreibt vor, dass die gesamte Vermögens- und Kapital-situation zu berücksichtigen ist, dass das Unternehmen vor Ausbruch der Covid-19-Pandemie profitabel oder überlebensfähig war und es nicht bereits andere finanzielle Unterstützungen des Bundes erhalten hat. Davon ausgenommen sind die Kurzarbeitsentschädigung, die Erwerbsausfallentschädigung und der gestützt auf die COVID-19-Solidarbürgschaftsverordnung vom 25. März 2020 gewährte Kredit. Das Gesetz ermöglicht es, A-fonds-perdu-Beiträge an die betroffenen Unternehmen auszurichten.

Daraufhin wurde eine **Arbeitsgruppe** aufgestellt, an der die Volkswirtschaftsdirektion beteiligt ist und die sich aus einer Delegation der Konferenz der kantonalen Volkswirtschaftsdirektoren und der Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren (FR, VS, BS, GE, SG, ZG, ZH) sowie aus Vertreterinnen und Vertretern der Bundesämter (SECO und eidgenössische Finanzverwaltung) zusammensetzt. Diese Arbeitsgruppe hatte die Aufgabe, im Hinblick auf die Vorlage einer Bundesverordnung die Voraussetzungen zu regeln, unter denen sich der Bund an den kantonalen Massnahmen beteiligt.

Auf kantonalen Ebene reagierte der Freiburger Staatsrat am 17. Juli 2020 auf die Verschlechterung der Gesundheitslage, indem er die Teilnehmerzahl von Veranstaltungen auf höchstens 300 Personen beschränkte. Unter dem Druck der Eventbranche und der Diskotheken, aber auch bestimmter Branchen mit nur schleppendem Wiederaufschwung (Gastronomie, Reisebranche, Personenbeförderung usw.) wurde erstmals der Unterstützungsbedarf der Unternehmen beurteilt, die am stärksten von der Covid-19-Pandemie betroffen waren. Eine **kantonale Task Force**, die sich aus Vertreterinnen und Vertretern von vier Direktionen (VWD, FIND, EKSD und ILFD) zusammensetzte, wurde eingerichtet, um die ersten Voraussetzungen zu bestimmen, unter denen eine Unterstützung gewährt werden kann.

In seiner Botschaft vom 1. September 2020 zum **Gesetzesentwurf zur Genehmigung der Sofortmassnahmen des Staatsrats zur Bewältigung der COVID-19-Epidemie** gab der Staatsrat an, dass er «einen bestimmten Betrag für eine rasche und angemessene Unterstützung in möglichen «Härtefällen» zur Verfügung halten» möchte. «Unter

«Härtefällen» versteht er im Wesentlichen Unternehmen, die aufgrund ihrer Charakteristika von den bisherigen eidgenössischen und kantonalen Hilfsmassnahmen nicht oder nur beschränkt profitieren konnten. Ebenfalls in Frage kommen Unternehmen, die durch die Verlängerung oder Verstärkung gewisser Schutzmassnahmen benachteiligt sein könnten, so etwa beispielsweise im Bereich Eventveranstaltungen.»

Im Rahmen des Dekrets vom 13. Oktober 2020 zum kantonalen Wiederankurbelungsplan zur Bewältigung der Gesundheits- und Wirtschaftskrise infolge des Coronavirus im Kanton Freiburg stellte der Grosse Rat auf Vorschlag seiner Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zusätzlich zu den Massnahmen zur Unterstützung von touristischen Veranstaltungen und des lokalen Handels einen Betrag von **3 Millionen Franken für Bars, Diskotheken und Restaurants** zur Verfügung.

Am 14. Oktober 2020 erteilte der Grosse Rat dem Staatsrat in **Artikel 6 des Gesetzes zur Genehmigung der Sofortmassnahmen** die Erlaubnis, **zusätzliche Massnahmen für Härtefälle** zu beschliessen, falls nach Aufhebung der Sofortmassnahmen nicht alle dafür bereitgestellten Mittel aufgebraucht sind. Er legte zudem auf Vorschlag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission fest, dass die Gesamtkosten dieser Massnahmen **15 Millionen Franken** nicht überschreiten dürfen.

1.2. Beiträge an die Mietzinsen, für die Gastronomie und für Härtefälle

Als sich die Gesundheitslage weiter verschlechterte, erklärte der Staatsrat gestützt auf Artikel 117 der Verfassung des Kantons Freiburg (KV) am **30. Oktober 2020 die ausserordentliche Lage**. In der Folge ordnete er die **Schliessung** von öffentlichen Gaststätten wie Cafés, Restaurants, Bars und Diskotheken sowie von Vergnügungs- und Freizeiteinrichtungen wie Theater, Museen, Bowlingzentren und Kinos, aber auch von Clubs und Wellnessanlagen wie Hallenbäder, Thermalbäder, Fitness-Studios und Wellnesszentren an. Der Bundesrat seinerseits verbot ab dem 29. Oktober 2020 **öffentliche Veranstaltungen mit mehr als 50 Teilnehmenden**.

Gleichzeitig beschloss der Staatsrat gestützt auf Artikel 117 KV **zwei nichtrückzahlbare Sofortmassnahmen**. Eine diente dazu, **den Miet- oder Pachtzins oder den Hypothekarzins von Einrichtungen, deren Schliessung angeordnet wurde**, für die Dauer der Schliessung zu übernehmen. Die andere Massnahme war sozialer Art und richtete sich an die Mitarbeitenden, denn sie kompensierte die Hälfte der 20 Lohnprozente, die nicht von der Kurzarbeitsentschädigung (KAE) abgedeckt werden. Die Kosten der Massnahmen wurden zu diesem Zeitpunkt auf 8 Millionen Franken geschätzt. Die

beiden entsprechenden Verordnungen BMSV-Covid-19 und BMAV-Covid-19¹ traten am 16. November 2020 in Kraft.

Am 16. November 2020 verabschiedete der Staatsrat zudem **die kantonale Härtefallverordnung WMHV-Covid-19** in Anwendung von Artikel 6 des Genehmigungsgesetzes. Die Bundesverordnung war zu diesem Zeitpunkt zwar noch nicht promulgiert, aber die kantonale Verordnung entsprach bereits den Anforderungen von Artikel 12 des Covid-19-Gesetzes, was die Mitfinanzierung der Härtefallhilfen durch den Bund garantierte. Die Verordnung beinhaltete die **Übernahme eines Teils der Fixkosten im Verhältnis zum Umsatzrückgang auf Quartalsbasis** ab dem 2. Quartal 2020. Die Gesuche konnten sofort gestellt werden. Die Dossiers wurden von Treuhandbüros bearbeitet. Um ausserdem die Gastronomie-Branche mit den benötigten flüssigen Mitteln zu versorgen, verabschiedete der Staatsrat ursprünglich in Ausführung des Wiederankurbelungsplans am 24. November 2020 eine Massnahme zugunsten von Bars, Diskotheken und Restaurants in Form eines Beitrags von 9% des gegenüber 2019 eingebüssteten monatlichen Umsatzes (KWPV-Gastro-Covid-19). Die Gesuche konnten ab Anfang Januar 2021 eingereicht werden.

Auf Bundesebene verabschiedete der Bundesrat am 25. November 2020 die Covid-19-Härtefallverordnung. Am 18. Dezember 2020 änderte er die Verordnung und setzte damit die Änderungen am Covid-19-Gesetz um, die das Bundesparlament beschlossen hatte (Umsatz von mindestens 50 000 Franken; Erlaubnis zur Gewährung verschiedener Arten von Beiträgen für Unternehmen mit klar abgegrenzten Tätigkeitsbereichen; Pflicht zur Berücksichtigung der Fixkosten, Verbot der Ausschüttung von Dividenden, Abschluss einer Vereinbarung mit dem SECO). Er erteilte dem Eidgenössischen Finanzdepartement den Auftrag, im Rahmen der Arbeitsgruppe zu prüfen, ob angesichts der Schliessungen, die in einzelnen Kantonen angeordnet wurden, die Anspruchsvoraussetzungen gelockert werden müssen.

Am 22. Dezember 2020 ordnete der Bundesrat die **Schliessung der Restaurants sowie der Kultur-, Sport- und Freizeitbetriebe** an. Erleichterungen waren in einzelnen Kantonen mit günstiger epidemiologischer Entwicklung möglich. In Freiburg mussten die öffentlichen Gaststätten, die am 10. Dezember wieder öffnen konnten, und die Sport- und Freizeiteinrichtungen, die am 18. Dezember wieder aufgingen, **ab dem 26. Dezember 2020 erneut schliessen**. Deshalb verlängerte der Staatsrat den in der BMSV und der KWPV-Gastro vorgesehenen **Unterstützungszeitraum**.

Am 13. Januar 2021 verlängerte der Bundesrat die im Dezember angeordneten Massnahmen und **schloss zusätzlich**

die Läden für Güter des nicht-täglichen Bedarfs für fünf Wochen ab dem **18. Januar 2021**. Gleichzeitig lockerte er die Anspruchsvoraussetzungen für die Härtefallhilfe. Insbesondere galten Unternehmen, die ab dem 1. November 2020 **während mindestens 40 Tagen behördlich geschlossen waren**, ohne Nachweis eines Umsatzrückgangs als Härtefall. Die anderen Unternehmen konnten den im Jahr 2021 verzeichneten Umsatzrückgang bei der Berechnung des Umsatzrückgangs geltend machen.

1.3. Einführung eines «erleichterten Verfahrens» und Zusammenzug der bestehenden Massnahmen

Die kantonale Härtefallverordnung WMHV-Covid-19 wurde bei jeder Änderung des Bundesrechts angepasst. Sie wurde am 12. Februar 2021 geändert und unterscheidet seither zwischen einem «**ordentlichen Verfahren**» für Unternehmen, die einen Umsatzrückgang von mindestens 40% gemäss den oben erwähnten Kriterien aufweisen, und einem «**erleichterten Verfahren**» für Unternehmen, die auf behördliche Anordnung 40 Tage geschlossen waren. Letztere erhalten eine Härtefallhilfe für die Dauer der Schliessung in Form eines Mietzinsbeitrags und einer Pauschalentschädigung für den Umsatzrückgang, deren Prozentsatz von der Branche abhängt (20% für die Gastronomie, 15% für Sport und Freizeit, 7,5% für den Detailhandel², 10% für die anderen Branchen). Gesuche im erleichterten Verfahren konnten ab dem 15. Februar 2021 gestellt werden. Eine erste, am Mietzins bemessene Anzahlung an die Härtefallhilfe konnte sofort ausgeschüttet werden. Um eine Überentschädigung zu vermeiden, sieht die Bundesverordnung vor, dass der Beitrag höchstens 20% des durchschnittlichen Jahresumsatzes gemäss Bundesrecht betragen darf und zudem den im Beitragszeitraum nachgewiesenen finanziellen Verlust nicht übersteigen darf (Art. 15 Abs. 1b WMHV). **Die Mittel, die über die Mietzinsbeiträge (BMSV) und die Beiträge an die Gastronomie (KWPV-Gastro) ausgezahlt wurden, galten neu als Anzahlungen** an die Härtefallhilfe und flossen in die Berechnung der gesamten Hilfe ein. Die beiden entsprechenden Verordnungen wurden somit auf den 1. Februar 2021 **aufgehoben**.

Am 17. Februar 2021 stockte der Bundesrat das Härtefallprogramm auf 10 Milliarden Franken auf und legte fest, dass er einen Finanzierungsanteil von 70% an die Härtefallmassnahmen für Unternehmen mit einem Umsatz bis 5 Millionen Franken und 100% an alle anderen Massnahmen leistet, zu denen er Berechnungs- und Rückerstattungsregeln aufstellen wollte. Im März 2021 beschloss das Bundesparlament, die Härtefallhilfe auf Unternehmen auszuweiten, die zwischen dem 1. März und dem 1. Oktober 2020 gegründet wurden.

¹ Die BMAV-Covid-19 wurde rückwirkend auf den 1. Dezember 2021 aufgehoben, nachdem der Bundesrat am 18. Dezember 2021 neue Massnahmen im Bereich der Kurzarbeit getroffen hat.

² Wurde später auf 10% angehoben.

Die Beiträge im **erleichterten Verfahren decken den Zeitraum der Schliessung**. Die Einschränkungen wurden schrittweise und für jede Branche einzeln aufgehoben: ab dem 1. März 2021 für die Läden, ab dem 19. April 2021 für Sport- und Freizeiteinrichtungen, ab dem 31. Mai 2021 für die Restaurants und Wellnessseinrichtungen und ab dem 26. Juni 2021 für die Diskotheken. Die Beiträge im **ordentlichen Verfahren** wurden auf maximal fünf Quartale verlängert (**1. April 2020 bis 30. Juni 2021**). Es gab die Möglichkeit, vom erleichterten Verfahren ins ordentliche Verfahren zu wechseln, falls das Unternehmen immer noch erhebliche ungedeckte Fixkosten aufwies.

Am 18. Juni 2021 erhöhte der Bundesrat für Unternehmen mit einem Umsatzrückgang von über 70% die Obergrenze für Härtefallhilfen auf 30% des Jahresumsatzes. Ausserdem verteilte er eine erste Tranche von 300 Millionen Franken aus der **Bundesratsreserve** von einer Milliarde Franken an die Kantone. Diese können damit Unternehmen von kantonaler Bedeutung unterstützen, die bereits die Obergrenze erreicht haben, sowie weitere kantonale Massnahmen refinanzieren, die sie vor Inkrafttreten des COVID-19-Gesetzes am 25. September getroffen haben. Eine zweite Tranche von 200 Millionen Franken steht den Kantonen seit dem 1. Dezember 2021 zur Verfügung.

Mit dem SECO wurde eine Vereinbarung getroffen, die die Verwendung der Reserve regelt. Diese erlaubt es dem Kanton Freiburg, seinen Anteil (2,88%) für die Ausnahmefälle gemäss Artikel 16a WMHV-Covid-19 oder für die **Refinanzierung der kantonalen Beiträge vom Frühjahr 2020** (Mietzinsbeiträge nach BMSV-Covid-19 und Unterstützung des Tourismus nach WMT-COVID-19) zu verwenden. Dies gilt allerdings nur für die Beiträge an Unternehmen, die die Härtefallkriterien des Bundes erfüllen.

Da die Beiträge nach KWPV-Gastro in die Härtefallmassnahme eingeflossen sind und somit der Bund einen Beitrag daran leistet, hat der Staatsrat **im Oktober 2021 einen Betrag von 3 Millionen Franken** für eine neue Wiederankurbelungsmassnahme für Restaurants, Bars und Diskotheken zur Verfügung gestellt. Die Massnahme wurde in Form der Aktion **restÖbistro** umgesetzt, die seit dem 22. Oktober 2021 über die Plattform Kariyon läuft.

1.4. Schutzschirm für grosse Publikumsanlässe

Am 19. März 2021 ergänzte das Bundesparlament das Covid-19-Gesetz um **Artikel 11a**, der Massnahmen im Bereich der Publikumsanlässe vorsieht. Dieser Artikel erlaubt es dem Bund, sich im Rahmen eines Schutzschirms zugunsten des Veranstaltungssektors an den nicht gedeckten Kosten von Unternehmen zu beteiligen, die Publikumsanlässe organisieren.

Die Beschränkung der Teilnehmerzahl an Veranstaltungen wurden schrittweise aufgehoben. Ab dem 26. Juni 2021 waren wieder Veranstaltungen mit mehr als 1000 Teilnehmenden erlaubt, es galt einzig die Zertifikatspflicht.

Bis dahin aber mussten **dem Veranstaltungssektor Perspektiven gegeben** und den Kantonen die Instrumente zur Verfügung gestellt werden, damit sie die entsprechenden Bewilligungen ausstellen konnten. Zu diesem Zweck wurde **am 26. Mai 2021 die Bundesverordnung** über Massnahmen für Publikumsanlässe von überkantonaler Bedeutung im Zusammenhang mit der Covid-19-Epidemie in Kraft gesetzt.

Gleichen Tags verabschiedete der Staatsrat gestützt auf **Art. 117 KV eine kantonale Verordnung** (MPAV-Covid-19) in Anwendung des Bundesrechts. Diese sieht unter bestimmten Voraussetzungen, die durch Bundesrecht geregelt sind, eine Verlustgarantie vor für den Fall, dass eine Veranstaltung abgesagt werden muss.

Für eine allfällige Entschädigung muss der Veranstalter vom Kanton die Bewilligung für die Organisation der Veranstaltung und die Zusicherung einer Verlustgarantie erhalten. Die Veranstaltung muss **von überkantonaler Bedeutung** sein und die Teilnahme von **mindestens 1000 Personen pro Tag** vorsehen. Im Verlustfall trägt der Veranstalter von den ungedeckten Kosten eine Franchise pro Veranstaltung und vom verbleibenden Betrag einen Selbstbehalt von 10%. Der Bund und der **Kanton übernehmen je die Hälfte der ungedeckten Kosten**. Die Kostenübernahme durch Bund und Kanton beträgt pro Veranstaltung höchstens 5 Millionen Franken.

Die Bundesverordnung deckt Veranstaltungen, die **bis April 2022** stattfinden. Gesuche um Verlustgarantie können bis am 28. Februar 2022 gestellt werden. Bis heute hat der Staatsrat nur eine Verlustgarantie ausgesprochen, für die keine Zahlung nötig war, da die Veranstaltung stattfinden konnte.

2. Stand der Härtefallhilfen für den Zeitraum 04.2020–06.2021

2.1. Eingereichte Gesuche

Im Kanton Freiburg wurden bis am 31. Januar 2022 insgesamt **1500 Gesuche um Härtefallhilfe gestellt, davon wurden 1133 gutgeheissen**. 611 Gesuche¹ wurden im ordentlichen Verfahren gestellt (Umsatzrückgang von über 40%) und 889 im erleichterten Verfahren (behördliche Schliessung von mindestens 40 Tagen). Die folgende Tabelle bietet eine Übersicht über den Stand der Gesuche in den beiden Verfahren.

¹ Unter diesen befinden sich 13 Wiedererwägungsgesuche für einen Wechsel vom erleichterten Verfahren ins ordentliche Verfahren, von denen 12 zu ergänzenden Zahlungen geführt haben.

Tabelle 1: Stand der Härtefallgesuche am 31.01.2022

	Ordentliches Verfahren	Erleichtertes Verfahren	Total
Eingereichte Gesuche	611	889	1500
Bearbeitete Gesuche	604	889	1493
Ausgezählte Beiträge	419	758	1133
Nicht berechtigt oder Beitrag von 0.–	185	131	316
Noch ausstehend	7	0	7

2.2. Ausgezählte Beträge und Schätzung der verbleibenden Beträge

Bis heute wurden

- > 39,440 Millionen Franken in Form von Härtefallhilfen im ordentlichen Verfahren ausgezahlt oder genehmigt (WMHV-Covid-19), zu denen noch Bearbeitungskosten in der Höhe von 1,363 Millionen Franken hinzugerechnet werden müssen;
- > 41,966 Millionen Franken in Form von Härtefallhilfen im erleichterten Verfahren ausgezahlt (WMHV-Covid-19), wobei noch Bearbeitungskosten in der Höhe von 938 000 Franken hinzukommen;
- > 8,711 Millionen Franken in Form von Mietzinsbeiträgen während der zweiten Welle ausgezahlt (BMSV-Covid-19);
- > 6,352 Millionen Franken in Form von Beiträgen an Gaststätten während der zweiten Welle ausgezahlt (KWPV-Gastro-Covid-19).

Der Gesamtbetrag der Härtefallhilfen beläuft sich folglich auf 98 770 458 Franken. Von diesem Betrag gingen 20 562 481 Franken an Unternehmen mit einem durchschnittlichen Umsatz von über 5 Millionen Franken (Refinanzierung durch den Bund zu 100%) und 2 301 202 Franken wurden für die Bearbeitungskosten ausgegeben (zulasten des Kantons).

Angesichts des aktuellen Stands und der künftigen Ausgaben (7 Dossiers noch offen) belaufen sich die **geschätzten Gesamtkosten auf 99 230 286 Franken.**

Tabelle 2: Härtefälle – Übersicht der effektiven Ausgaben und endgültige Schätzung

	Effektive Ausgaben (31.01.2022)	endgültige Schätzung
WMHV		
Ordentliches Verfahren	39 440 175	39 900 000
Erleichtertes Verfahren	41 966 081	41 966 081
Betriebskosten	2 301 202	2 301 202
KWPV-Gastro	6 352 000	6 352 000
BMSV	8 711 000	8 711 000
Total	98 770 458	99 230 286

2.3. Nettofinanzaufwand des Staats Freiburg

Zur Erinnerung:

- > Die Härtefallhilfen für kleine und mittlere Unternehmen (Umsatz bis 5 Millionen Franken) werden zu 30% vom Kanton und zu 70% vom Bund finanziert.
- > Die Härtefallhilfen für Grossunternehmen (Umsatz über 5 Millionen Franken) werden vollständig vom Bund finanziert.
- > Die Bearbeitungskosten gehen vollständig zulasten des Kantons.

Die in der zweiten Welle gewährten Beiträge an die Mietzinsen (BMSV-Covid-19) und die Gaststätten (KWPV-Gastro) werden vom Bund anerkannt, sofern die Empfänger die Bedingungen für Härtefälle erfüllen (das heisst, der Empfänger muss anschliessend ein Gesuch nach WMHV gestellt haben), was in den meisten Fällen zutrifft. Die folgenden Schätzungen basieren auf dem Reporting vom 31. Januar 2022. Der definitive Betrag, den der Kanton zur Finanzierung der Härtefälle tragen muss, kann jedoch erst nach der endgültigen Berichterstattung bestimmt werden.

Die Gesamtkosten von 99,230 Millionen Franken werden voraussichtlich wie folgt aufgeteilt:

- > **71,725 Millionen Franken** zulasten des **Bundes** (100% für Fälle mit > 5 Mio. und 70% für Fälle mit < 5 Mio., einschliesslich seines Anteils an den Beiträgen nach BMSV/ KWPV-Gastro gemäss aktuellem Reporting);
- > **27,505 Millionen Franken** zulasten des **Kantons** (30% für Fälle < 5 Mio. einschliesslich seines Anteils BMSV/ KWPV-Gastro gemäss aktuellem Reporting + Bearbeitungskosten).

Diese Schätzungen beinhalten weder die Nutzung der Bundesratsreserve noch andere übertragbare Finanzhilfen.

Tabelle 3: Härtefälle: geschätzte Kostenaufteilung in Tausend Franken

	Zulasten des Kantons	Zulasten des Bundes	Total
WMHV	20 691	63 473	84 167
Ordentliches Verfahren	8 160	31 740	39 900
Erleichtertes Verfahren	10 231	31 733	41 966
Betriebskosten	2 301	0	2 301
KWPV	2 379	3 973	6 352
BMSV	4 435	4 296	8 711
Total	27 505	71 725	99 230

2.4. Bundesratsreserve und Refinanzierung anderer Beiträge

Der Kanton Freiburg hat ab dem Frühjahr 2020 zahlreiche Unterstützungsmassnahmen umgesetzt, um die Auswirkungen des ersten Teil-Lockdowns abzdämpfen. Wie im Kapitel 1.1 dargelegt, hat er auch im Herbst 2020 eine Reihe von Massnahmen beschlossen, mit denen ein Teil der Kosten der Unternehmen übernommen wurde, die von den erneuten Schliessungen betroffen waren. Dies geschah noch bevor der Bund die ersten Regeln für die Härtefälle aufgestellt hat. Deshalb wurde gegenüber dem Bund darauf hingearbeitet, dass er diese Hilfen mitfinanziert, falls die Empfänger die Voraussetzungen des Bundes erfüllen, um als Härtefälle zu gelten.

Die Bundesratsreserve dient somit dazu, die Beiträge an die Geschäftsmieten und die Unterstützung des Tourismus vollständig zu decken, die den später als Härtefall anerkannten Unternehmen in der ersten Welle gewährt wurden, sofern diese die erhaltenen Beiträge nicht zurückerstatten, um sich von den damit einhergehenden Bedingungen zu entbinden. Die Reserve dient auch zur Finanzierung allfälliger Überschreitungen der Obergrenzen des Bundes in Anwendung von Artikel 16a WMHV (Ausnahme für Fälle von kantonaler Bedeutung) oder falls die Summe aller ausgezahlten Beiträge, die in die Berechnung der Härtefallhilfe einfließen, über dieser Obergrenze liegt. In der Tat können bei Unternehmen, die als Härtefälle gelten, die Ergänzungsbeiträge für Führungskräfte und Angestellte ebenfalls angerechnet werden, soweit sie bei der Berechnung der Härtefallhilfe im ordentlichen Verfahren berücksichtigt wurden und ebenfalls als Kostendeckung gelten.

Die Mittel, die über die **Bundesratsreserve** finanziert wurden, beliefen sich am 31. Januar 2022 auf **3 600 695 CHF**. Somit verbleibt ein Restbetrag von 5 0590 305 CHF von der ersten Tranche aus der Reserve, die dem Kanton zur Verfügung gestellt wurde.

Die Berichterstattung gegenüber dem Bund erfolgt stets mit einem zeitlichen Abstand zur Auszahlung der Beiträge, denn für 2021 wurde ein monatliches und für 2022 ein vierteljährliches Reporting verlangt.

Der **Gesamtbeitrag der gemeldeten Beiträge** belief sich am 31. Januar 2022 auf **94 248 852 CHF**.

Tabelle 4: Übersicht über die als Härtefallhilfen refinanzierbaren anderen Beiträge in Tausend Franken

Massnahme	Ausgezahlter Betrag	geschätzter Refinanzierungsbetrag des Bundes
Beiträge an die Geschäftsmieten, erste Welle (WMMV-Covid-19)	4 882	1 759
Unterstützung des Tourismus (WMT-Covid-19)	3 996	1 386
Ergänzungsbeiträge für Führungskräfte (MUSG)	3 572	584
KAE-Ergänzung (BMAV-COVID-19)	1 019	505
Total in KCHF	13 466	4 234

2.5. Beiträge nach Wirtschaftszweig

Aufgrund der Berichterstattung lässt sich schätzen, wie die Beiträge auf die Wirtschaftszweige (nach zweistelliger NOGA-Klassifikation) verteilt sind. Die folgende Tabelle bietet einen Vergleich zwischen dem Landesdurchschnitt, der den auf easygov.ch verfügbaren Zahlen entnommen wurde, und dem Kanton (Stand am 21. Dezember 2021), unter Ausschluss der Beiträge, die über die Bundesreserve finanziert werden.

Tabelle 5: Wichtigste Empfänger der gemeldeten Beiträge

<i>in % des Volumens an A-fonds-perdu-Beiträgen</i>	CH	FR
Gastronomie	32,5%	47,5%
Beherbergung	17,4%	9,2%
Reisebüros, Reiseveranstalter und Erbringung sonstiger Reservierungsdienstleistungen	7,3%	8,8%
Detailhandel	9,3%	5,4%
Sport, Unterhaltung und Erholung	4,5%	7,9%
Landverkehr und Transport in Rohrfernleitungen	3,3%	1,6%
Grosshandel	3%	2,5%
Erbringung von wirtschaftlichen Dienstleistungen für Unternehmen und Privatpersonen	2,4%	0,3%
Herstellung von Nahrungs- und Futtermitteln	1,8%	1,4%
Erziehung und Unterricht (<i>inkl. Sport</i>)	1,4%	1,2%
Erbringung von sonstigen überwiegend persönlichen Dienstleistungen (<i>darunter Bäder, Wellnessanlagen</i>)	1,2%	1,6%

3. Verlängerung der Härtefallhilfe 12.2021–06.2022

3.1. Modalitäten der Härtefallhilfe nach Bundesrecht

In der Wintersession 2021 hat das Bundesparlament beschlossen, die Härtefallhilfe bis 2022 zu verlängern. Daraufhin hat der Bundesrat am 2. Februar 2022 die neue Härtefallverordnung 2022 (HFMV 22) verabschiedet, die am 8. Februar 2022 in Kraft getreten ist. Diese sieht Beiträge an die **liquiditätswirksamen ungedeckten Kosten** der Monate Januar bis Juni 2022 vor, wobei die Anspruchsvoraussetzungen der vorhergehenden Bundesverordnung (HFMV 20) beibehalten werden. Unternehmen mit einem Umsatz von über 5 Millionen Franken, deren Härtefallhilfe vollständig vom Bund getragen wird, müssen eine Selbstdeklaration unterzeichnen, mit der sie bestätigen, dass sie seit dem 1. Januar 2021 alle zumutbaren Selbsthilfemassnahmen, insbesondere zum Schutz ihrer Liquiditäts- und Kapitalbasis, ergriffen haben.

Die Härtefallhilfe von Januar bis Juni wird auf 9% des durchschnittlichen Jahresumsatzes begrenzt. Diese Obergrenze kann für ein Grossunternehmen überschritten werden, wenn es belegt, dass sein gesamter Umsatz im ersten Halbjahr 2022 im Vergleich zum durchschnittlichen Umsatz der ersten Halbjahre 2018 und 2019 um mehr als 30 Prozent zurückgegangen ist, oder wenn es Eigenkapital eingebracht hat.

Obwohl sich zahlreiche Kantone für eine Rückwirkung der Härtefallhilfe ausgesprochen haben, damit die fünfte Welle einheitlich gedeckt werden kann, **beschränkt der Bundesrat die Beiträge auf das erste Halbjahr 2022**. In der Tat erlaubt es bereits die vorherige Härtefallverordnung des Bundes, die kantonalen Hilfen nach den jeweiligen Modalitäten der Kantone zu refinanzieren, sofern die Anspruchsvoraussetzungen des Bundes erfüllt sind, die ebenfalls für das zweite Halbjahr 2021 gelten. Für Unternehmen, die bereits im Jahr 2021 die

Höchstgrenze für Härtefallhilfen erreicht haben, kann die Bundesratsreserve genutzt werden. Dafür muss ein Zusatz zur Vereinbarung mit dem SECO abgeschlossen werden.

3.2. Schätzung des Empfängerkreises

Der Staatsrat hat die Verlängerung der Härtefallhilfe ab Dezember 2021 bereits im Grundsatz genehmigt. Um die Verfahren zu vereinfachen und zu beschleunigen, wird für die Härtefallhilfe vom Dezember 2021 die kantonale Härtefallverordnung (WMHV-COVID-19) geändert. Falls es sich aufgrund der Entwicklung der Gesundheitslage als nötig erweisen sollte, die Härtefallhilfe auf 2022 auszudehnen, werden die Modalitäten für die Beiträge aus der Bundesverordnung übernommen und in eine neue kantonale Verordnung aufgenommen.

Mit Blick auf die bereits zugesicherten Beiträge wird damit gerechnet, dass die Unternehmen, die schon 2021 als Härtefall galten und 2022 immer noch bedeutende ungedeckte Kosten aufweisen, grösstenteils in den Bereichen **Gastronomie, Beherbergung, Sport und Freizeit** und in geringerem Ausmass in den Bereichen **Reiseveranstalter und Personenbeförderung** angesiedelt sind.

Gemäss einer Schätzung anhand der Zahlen von 2021 werden höchstens 700 Härtefälle erwartet.

3.3. Schätzung des Finanzaufwands für den Staat Freiburg

Der Bund rechnet damit, dass die Verlängerung der Massnahmen unter Ausschluss der Bearbeitungskosten etwa 1,1 Milliarden Franken kosten wird. Für den Kanton Freiburg, auf den etwa 2% aller bisher zugesicherten A-fonds-perdu-Beiträge entfallen und in dem die Gastronomie einen grossen Teil der gesamten Härtefallhilfe erhält, sollte der

erforderliche Gesamtbetrag zulasten des Bundes und des Kantons nicht mehr als 25 Millionen Franken betragen. Die Bearbeitungskosten von durchschnittlich 2,3% müssen zu diesem Betrag noch hinzugerechnet werden. Diese hängen von der Komplexität der Fälle ab, die geprüft werden müssen. Es kann sein, dass Treuhandbüros damit beauftragt werden. Die Schätzungen basieren auf der Annahme, dass sich die epidemiologische Lage bessert und die Massnahmen zum Schutz der Gesundheit rasch aufgehoben werden.

Bei einem Gesamtaufwand von 25 Millionen Franken und einem Anteil von 30% zulasten des Kantons sowie Bearbeitungskosten in der Höhe von 2,3% sollte sich der Nettoaufwand für den Kanton also auf höchstens 8,075 Millionen Franken belaufen. Unter Berücksichtigung einer Fehlerquote von etwa 10% wird deshalb **ein Verpflichtungskredit von 9 Millionen Franken beantragt, um die Härtefallbeiträge in Verbindung mit der fünften Welle zu finanzieren.**

4. Verlängerung des Schutzschirms 05.2022–12.2022

4.1. Gesetzlicher Rahmen des Bundes

In der Wintersession 2021 hat das Bundesparlament beschlossen, **den «Schutzschirm» für grosse Publikumsanstöße bis Ende 2022 zu verlängern.** In Umsetzung dieses Entscheids wird der Bundesrat im April 2022 **eine neue Verordnung** erlassen, um Veranstaltungen auch ab dem 1. Mai 2022 eine Verlustgarantie anbieten zu können. Die Modalitäten dieser Verordnung richten sich nach den veränderten Rahmenbedingungen. So müssen insbesondere die Auswirkungen der «2G»-Regel auf den Schutzschirm geregelt werden. Die kantonalen Bestimmungen werden ebenfalls angepasst. Unter dem Vorbehalt, dass die neue Bundesverordnung in Kraft tritt, können Garantiesuche in der Zwischenzeit bereits eingereicht werden.

4.2. Schätzung der finanziellen Verpflichtungen des Staats Freiburg

Veranstaltungen, die im Kanton Freiburg ein Gesuch um Garantie nach der bisherigen oder der künftigen Verordnung stellen könnten, sind hauptsächlich Veranstaltungen im Espace Gruyère (unter anderem Energissima vom 28. April bis 1. Mai; Aqua Pro vom 8. bis 10. Juni 2022; Goûts et Terroirs vom 30. November bis 4. Dezember 2022) und im Forum Freiburg (unter anderem Swiss Cyber Security Days vom 6. bis 7. April 2022; La Night vom 30. April 2022; Freiburg Tattoo Convention vom 6. bis 8. Mai 2022; Badaboom Festival vom 7. bis 8. Oktober 2022; Retro-Technica vom 22. bis 23. Oktober 2022; Celebration ONE vom 5. November 2022, Salon du mieux-vivre vom 11. bis 13. November 2022; Brocante Freiburg vom 19. bis 20. November 2022) sowie das Swiss Fondue Festival vom 17. bis 20. November 2022.

Für Veranstaltungen, die von dieser Massnahme profitieren könnten, wird die Garantie pro Event voraussichtlich nicht mehr als 500 000 Franken betragen, so dass für Garantiefälle (die je hälftig vom Kanton und vom Bund getragen werden) höchstens **6 Millionen Franken** vorgesehen werden müssen, wobei die Hälfte (3 Millionen Franken) zulasten des Kantons geht.

5. Schluss

Aufgrund dieser Darlegungen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat, das vorliegende Dekret anzunehmen und folglich

- > unter Berücksichtigung der erwarteten Bundesbeiträge gemäss den geltenden Bundesverordnungen **eine Bruttoausgabe von 25 Millionen Franken** für Beiträge an Härtefälle in Verbindung mit der fünften Welle der Covid-19-Pandemie beziehungsweise **Verlustgarantien bis zu einem Betrag von 6 Millionen Franken** für die Verlängerung des Schutzschirms auf das Jahr 2022 zu bewilligen;
- > einen **Verpflichtungskredit von 12 Millionen Franken** zu eröffnen, der wie folgt eingesetzt wird:
 - 9 Millionen Franken für den Kantonsbeitrag an die A-fonds-perdu-Beiträge zugunsten der oben erwähnten Härtefälle;
 - 3 Millionen Franken für den Kantonsbeitrag an die Verlustgarantien in Verbindung mit dem oben erwähnten Schutzschirm.

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue du financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur et au financement des mesures concernant les manifestations publiques (parapluie de protection)

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2022-DEE-9 du Conseil d'Etat du 15 février 2022;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement d'un montant maximal de 12 000 000 de francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue d'assurer le financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur et le financement des mesures concernant les manifestations publiques (parapluie de protection), prévues par le droit fédéral.

Dekret über einen Verpflichtungskredit zur Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle und von Massnahmen für Publikumsanlässe (Schutzschirm)

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2022-DEE-9 des Staatsrats vom 15. Februar 2022;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Zur Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle und von Massnahmen für Publikumsanlässe (Schutzschirm) gemäss Bundesrecht wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von höchstens 12 000 000 Franken eröffnet.

² Le crédit d'engagement sera utilisé pour financer:

- a) jusqu'à concurrence de 9 millions de francs, le versement de contributions à fonds perdus allouées en faveur des cas de rigueur;
- b) jusqu'à concurrence de 3 millions de francs, l'octroi de garanties de déficit en faveur de manifestations publiques.

Art. 2

¹ Les paiements seront comptabilisés sous le centre de charges 3505/PECO – Promotion économique du canton de Fribourg.

² Ils seront en principe couverts par prélèvements sur provisions et effectués conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 3

¹ L'Administration des finances est autorisée à avancer la participation de la Confédération pour les mesures précitées.

Art. 4

¹ Les effets du présent décret prennent fin le 31 décembre 2022.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au référendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

² Der Verpflichtungskredit wird verwendet zur Finanzierung von

- a) A-fonds-perdu-Beiträgen für Härtefälle bis zu einem Höchstbetrag von 9 Millionen Franken;
- b) Defizitgarantien für öffentliche Veranstaltungen bis zu einem Höchstbetrag von 3 Millionen Franken.

Art. 2

¹ Die Zahlungen werden unter der Kostenstelle 3505/PECO – Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg verbucht.

² Sie werden grundsätzlich durch Entnahmen aus den Rückstellungen gedeckt und richten sich nach den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates.

Art. 3

¹ Die Finanzverwaltung ist befugt, den Beitrag des Bundes an die erwähnten Massnahmen vorzuschüssen.

Art. 4

¹ Dieses Dekret gilt bis 31. Dezember 2022.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.